

Tribune libre

Révoltes contre la vie chère en Algérie

(Lutte ouvrière)

Le 7 janvier 2011

Après la Tunisie, c'est maintenant en Algérie que les jeunes manifestent contre les problèmes catastrophiques du logement, le chômage endémique et la cherté de la vie. La récente et spectaculaire hausse des prix des produits de première nécessité comme l'huile ou le sucre ont provoqué la colère et ranimé la flamme de la contestation. Plusieurs quartiers d'Alger, d'Oran et d'autres villes se sont embrasés.

Alors que l'État a annoncé disposer, grâce aux revenus du pétrole, de réserves financières se montant à 155 milliards de dollars, celles-ci ne profitent qu'à une toute petite minorité de privilégiés.

Face à tous ceux qui ont fait fortune en s'enrichissant sur le dos des classes populaires, face à la dictature, à la corruption et à la gabegie, les masses algériennes ont toutes les raisons de se révolter !

Soutien du Parti de Gauche aux mouvements populaires en Algérie

(Parti de Gauche)

Le 8 janvier 2011

Après la vague de protestations et de manifestations contre le chômage de masse et le renchérissement de la vie qui a soulevé la population tunisienne depuis trois semaines, et auquel le pouvoir en place, despotique et corrompu, n'oppose qu'une féroce répression, c'est au tour de l'Algérie voisine de connaître une situation analogue.

Depuis mercredi 5 janvier, des mouvements spontanés de protestation, majoritairement le fait d'adolescents et de jeunes adultes, ont éclatés dans plusieurs grandes villes du pays, dont Alger et Oran, et se sont transformés en émeutes. C'est la flambée soudaine des prix de denrées de première nécessité, comme le lait, l'huile, le sucre ou la farine, dont les prix ont parfois doublé, qui a été le facteur déclencheur, mais le manque de logements et le chômage sont également incriminés. La colère populaire est d'autant plus grande que les caisses de l'Etat algérien sont pleines, grâce notamment à la progression des revenus pétroliers (155 milliards de dollars de réserves en devises).

En Algérie, comme en Tunisie, c'est le manque de toute perspective de progrès social et démocratique au sein d'une société bloquée, où le pouvoir a été depuis des années confisqué par des clans accapareurs des richesses nationales, qui pousse la jeunesse, et de plus en plus de secteurs des classes moyennes, au désespoir et à la révolte.

Demain, c'est l'ensemble du Maghreb qui pourrait s'embraser.

Face à cette situation explosive, et en liaison avec les autres forces progressistes qui sont mobilisées face à cette situation, le Parti de Gauche,

- exprime son soutien et sa solidarité avec la jeunesse et les mouvements populaires qui se lèvent contre la corruption et l'étouffement de la démocratie.

- demande solennellement au gouvernement algérien (comme hier au gouvernement tunisien) de s'abstenir de toute répression, et de s'engager sans tarder sur la voie d'un dialogue démocratique avec les forces populaires en mouvement pour un véritable progrès social.

- exige du gouvernement français et de l'Union européenne qu'ils agissent dans le même sens dans les différents partenariats noués entre les deux rives de la Méditerranée.

Communiqué du Parti des travailleurs d'Algérie

Le secrétariat du Bureau politique du Parti des travailleurs, s'est réuni ce jour, toutes affaires cessantes, pour débattre de la propagation des émeutes de jeunes en colère suite à la flambée provocatrice des prix qui a touché notamment le sucre et l'huile et les produits dont ils sont à la base.

Scandalisé par les propos du patron de Cevital, le détenteur du quasi-monopole sur le sucre et les corps gras, qui jette de l'huile sur le feu en annonçant d'autres augmentations et en attendant les décisions du Conseil du gouvernement, le secrétariat du Bureau politique, qui dénonce vigoureusement la spéculation criminelle sur les prix, une véritable provocation politique et sociale et s'interroge sur ses desseins politiques, s'adresse au gouvernement pour qu'il prenne les mesures urgentes appropriées, à même de désamorcer la situation. Pour le PT, parce que la preuve est établie que cette situation dangereuse et par delà la spéculation sur le marché mondial, est le produit direct de la fermeture des EPE du secteur de l'agroalimentaire, dans le cadre du PAS et du programme de privatisation, et du désengagement de l'Etat du commerce intérieur et extérieur, les solutions à même de stopper la spéculation consistent en :

1. Dans l'immédiat, le plafonnement des prix des produits concernés à savoir l'huile et le sucre.
2. La restauration même de façon provisoire du monopole de l'Etat sur le commerce externe et interne pour que le contrôle des prix soit effectif...
3. La réouverture des grandes surfaces publiques réservées aux produits subventionnés par l'Etat et à la production nationale
4. La réouverture des EPE de l'agroalimentaire fermées...

Ce sont là, des mesures réalistes et réalisables qui traitent les problèmes à la racine, tout en renforçant les correctifs introduits dans l'orientation économique. Ces mesures sont, en outre, bénéfiques pour la création d'emplois et pour la protection de la production nationale.

Dans le même temps, il s'agit de barrer la route devant les serviteurs zélés des multinationales qui déversent leurs produits dans notre pays à la faveur de l'accord d'association avec l'UE, et des concessions consenties à l'OMC, et dont les intérêts sont contrariés par les LFC 2009 et 2010 et par la demande du gouvernement de révision du calendrier du démantèlement tarifaire, et devant les aventuriers de tous bords qui chevauchant la réaction de colère légitime des citoyennes et citoyens épuisés par l'augmentation continue des prix, tentent de l'orienter vers des desseins obscurs.

Parce que l'heure est grave et que rien ne saurait être supérieur aux intérêts de la nation, le secrétariat du Bureau politique, considère que cette colère des jeunes, soulève l'urgence d'une prise en charge durable du problème du chômage, par de vraies solutions créatrices d'emplois permanents à même d'assécher le vivier du désespoir à savoir la précarité sociale.

Le Secrétariat du Bureau politique du Parti des Travailleurs

Alger, le 06 janvier 2011

Cet article a été publié le 10 janvier 2011

(<http://www.parti-ouvrier-independant.com/spip/spip.php?article1065>)

Algérie : déclaration du Parti socialiste des travailleurs (PST)

Le 7 janvier 2011

Tipaza, Alger , Oran, Djelfa, Batna, Béjaïa, Chlef, Bordj... les émeutes qui s'étendent à travers le pays soulignent l'échec de la politique suivie depuis plusieurs décennies et confirment que **le choix du libéralisme contredit la prise en charge des besoins élémentaires des masses populaires.**

Partout, les jeunes ont dit leur colère face à l'envolée des prix des produits de base, ils ont dit leur détresse devant l'absence d'un logement, ils ont dit leur désespoir devant la rareté des emplois, ils ont dit leur malheur dans une vie sans loisirs, dans un pays prison que l'Europe leur interdit de quitter, dans une société bloquée, en crise. Jeunesse si pauvre dans un pays si riche, ils ont aussi crié leur haine des nouvelles classes possédantes, leur refus de la corruption, leur rejet de l'humiliation et leur détermination contre la répression.

La tradition émeutière n'est pas nouvelle. Baraki et Diar Echems résonnent encore des batailles pour le relogement. Depuis plusieurs mois le mécontentement bouillonne. Dans les bagarres pour l'introuvable sachet de lait, dans la recherche d'une boulangerie ouverte, on disait sa rage devant ces milliards volés, devant ces cadeaux princiers faits aux émirs du golfe, aux roitelets algériens ou aux seigneurs d'Europe, tous, dispensés d'impôt.

A l'origine de l'explosion, l'augmentation du sucre, de l'huile et des produits d'épicerie. Le spectacle de la révolte légitime des jeunes de Tunisie a, bien sûr, inspiré Bab el Oued et Oran. La distribution des logements sociaux a ravivé la haine de la corruption. On nous demande d'attendre mais on voit les fortunes monter sans attendre.

Les augmentations de salaires obtenues dans le secteur public, après des années de luttes, de grèves, de répression, sont dérisoires pour les petites catégories, c'est-à-dire pour la majorité. Et ces augmentations qui ne sont pas encore appliquées partout sont déjà mangées par la hausse des prix. Les travailleurs du privé, ont rarement été augmentés.

Toutes nos conventions collectives doivent inscrire l'échelle mobile des salaires : quand les prix augmentent le salaire doit augmenter autant !

La valeur du dinar a été divisée par 20 depuis 1994, pour offrir des ouvriers algériens presque gratuits aux investisseurs. On chante la nouvelle religion de la liberté du marché mais, sur ordre du FMI, on a administrativement baissé le dinar pendant qu'on libère les prix ! **Retour aux prix imposés par l'État, pour tous les produits de base.**

Les revenus du pétrole sont dépensés dans des projets géants mais nos vieux ont été compressés et nos jeunes n'ont pas de travail. Les hommes d'affaires des grandes puissances aiment l'Algérie des grands contrats et nos jeunes la fuient sur des bateaux de fortune. Le tournant patriotique annoncé est contredit sur le terrain par des cadeaux aux *émiratis* et les promesses aux Européens. Il faut réorienter notre politique !

Nos investissements doivent viser le développement pour la satisfaction des besoins du peuple : logement, emploi, santé, transport, formation.

On reproche à nos jeunes leur violence désespérée. Mais le pouvoir laisse-t-il un autre moyen de se faire entendre quand l'association des tailleurs de pierre est privée d'agrément, quand un séminaire contre la violence faite aux femmes n'est pas permis, quand les marches, les grèves subissent la matraque et les poursuites judiciaires.

Pour les libertés d'expression, d'organisation, de manifestation et de grève !

Alger, le 06 janvier 2011

PST, 27 Boulevard Zirout Youcef, Alger. Tel/fax ++213 (0) 21 71 47 72 Email Web : www.pst-dz.org

(<http://www.npa2009.org/content/alg%C3%A9rie-d%C3%A9claration-du-parti-socialiste-des-travailleurs-pst>)

L'Algérie ou le régime

(Communiqué du Secrétariat national du RCD)

Le 7 janvier 2011

Le secrétariat national du RCD s'est réuni en session extraordinaire le 07 janvier 2011. A l'ordre du jour figurait l'étude et le suivi de la situation sociale et politique dans le pays. Sitôt les premières émeutes enregistrées, le Rassemblement a instruit ses instances régionales, dans le pays comme en émigration, pour mettre en place des cellules de veille.

Le RCD n'a eu de cesse d'alerter, à travers l'ensemble de ses structures, sur la gravité de la crise sociale et politique qui s'éternise en Algérie. La dégradation continue du niveau de vie de l'écrasante majorité de nos concitoyens, notamment les jeunes et les femmes, a provoqué plus de 9000 émeutes en Algérie pour la seule année de 2010. Ces manifestations décrites, à juste titre, comme la conséquence d'une inflation débridée, connaissent aussi des raisons plus profondes.

C'est donc averti des origines, des manifestations et des implications de ces événements que le Rassemblement appréhende la scène nationale d'aujourd'hui.

Face à une misère rampante, le pouvoir réagit par le mépris, la répression ou la corruption. Ce qui se passe dans la rue algérienne est la conséquence directe d'un autisme politique qui a faussé depuis toujours la volonté citoyenne par la fraude électorale, préalable au détournement de la richesse nationale au profit de castes d'autant plus voraces qu'elles se savent illégitimes. Phénomène aggravant, la fermeture de tout espace d'expression et d'organisation autonomes ne laisse que l'émeute et la rue comme moyen et place pour la contestation.

Quelle que soit l'issue des événements en cours, ils auront déjà contribué au renforcement de la résistance citoyenne et à la disqualification du système en place.

Outre qu'il est le seul et l'unique responsable de l'incurie nationale, le pouvoir est mal venu pour se désoler ou s'indigner des actes de violence enregistrés ici et là. Quand un régime n'a que la censure, le mépris et la répression à opposer aux citoyens, il est dans l'ordre des choses que ceux-ci se défendent par les seuls recours qui leurs soient laissés : la protestation improvisée.

Malgré ce désespoir et cette exaspération, les dirigeants s'occupent, une fois de plus, à manœuvrer pour assurer leur survie au lieu de se préoccuper d'une situation qui peut évoluer à tout instant vers un embrasement généralisé.

Pas un message de compassion, pas une proposition sérieuse à même de rassurer le peuple, pas l'ombre d'une volonté prenant acte d'une gestion irresponsable et criminelle n'a été exprimée par les décideurs du pays.

Sur le terrain, des manipulations récurrentes sont signalées un peu partout. Elles portent la marque d'acteurs menacés dans leurs intérêts et leur confort et qui visent à faire avorter les réactions populaires en vue d'en limiter l'accumulation et une meilleure organisation.

Au niveau politique, on assiste à des opérations dont l'objectif est de ressusciter la menace islamiste, scénario qui ne laisserait, cette fois encore, à l'Algérien que l'alternative du péril intégriste comme alternative au pouvoir actuel.

Ces manipulations redoutées et dénoncées ici et là sont une réalité. Cependant, elles ne remettent pas en cause les fondamentaux de la crise algérienne : l'échec d'un régime qui dévaste, depuis 50 ans, l'Algérie et le rejet massif et brutal dont il est l'objet de la part de l'écrasante majorité de notre peuple.

Le RCD s'associe et soutient toutes les initiatives citoyennes exprimant une colère légitime.

Il invite l'ensemble des Algériennes et des Algériens à s'organiser, en se regroupant autour de personnes connues pour leur probité avec des objectifs clairs pour offrir un prolongement efficient et durable à leurs revendications.

Dans ce contexte, les jeunes peuvent donner l'exemple en se montrant à la hauteur des exigences du moment.

Le RCD est persuadé que le jeune algérien saura trouver dans sa générosité, son courage et l'exemple de ses aînés qui ont libéré le pays les ressources et les méthodes qui lui permettront d'accompagner, d'encadrer et de conférer le sens le plus juste et le plus adapté aux légitimes aspirations de la collectivité nationale. C'est là le seul et l'unique moyen de faire aboutir un combat en faveur d'une Algérie démocratique et sociale pour lequel la jeunesse algérienne, toutes catégories politiques et sociales confondues, a payé de tout temps le plus lourd tribut.

C'est aussi par cette voie que les provocations et autres manipulations du système en place seront déjouées. Il est temps que tout un chacun comprenne que les risques d'effondrement de l'Etat algérien et les évolutions en cours sur notre continent, appellent à une évaluation sans concession des bilans des régimes despotiques.

Pour éviter qu'une fois de plus notre Nation ne soit la victime de jeux claniques qui ont confisqué notre mémoire, spolié nos ressources et détourné notre destin, les patriotes algériens, chômeurs, travailleurs, professions libérales ou commis de l'Etat doivent assumer une problématique politique incontournable: on ne peut sauver l'Algérie et le régime en même temps.

Le RCD se tient aux cotés de celles et ceux qui veulent vivre libres et dignes dans leur pays. En attendant que des institutions légitimes qui assurent la stabilité naissent, le mouvement populaire en cours peut créer les conditions propices à un climat politique aboutissant à une rénovation nationale dont nous devons limiter les coûts humains et matériels sans faire la moindre concession quant à son contenu et ses objectifs républicains et démocratiques.

Le pouvoir n'a tiré aucune leçon de ses fautes. Il appartient au peuple algérien, dont la jeunesse représente le fer de lance, de faire la preuve que le message de novembre et de la Soummam n'a pas été étouffé. Nos aînés ont su rejeter le système colonial et porter le message de l'Etat de droit.

Le défi est identique aujourd'hui : nous devons transformer un rejet en projet.

Déclaration de Ali Brahimi, député de Bouira, et Tarik Mira, député de Béjaia

Depuis cinq jours, l'Algérie a plongé dans un cycle de violences sociales extrêmes. L'émeute qui gagne de plus en plus tout le territoire national exprime un marasme social profond. Le peuple, à sa tête la jeunesse, déclare sa révolte devant la cherté de la vie, les pénuries, le chômage, la mal vie, l'injustice sociale et la corruption.

Hélas, comme à l'accoutumée, en l'absence de courroies de médiations crédibles, le légitime courroux populaire dérape sur les biens publics et privés.

A l'évidence, malgré une opulence financière qui dure depuis plusieurs années, l'Etat n'arrive pas à faire face convenablement à la demande sociale.

Le sentiment d'autisme et d'impunité des dirigeants alimente et exacerbe la déflagration sociale.

Dicté par les seuls aléas du marché international ou par une spéculation intérieure réelle mal circonscrite, la hausse constante des prix se conjugue avec une dévaluation sourde et continue de la monnaie nationale pour réduire systématiquement à néant de maigres augmentations de salaires arrachés dans la difficulté.

Les citoyens souffrent d'un chaos économique, social et culturel plus ou moins délibéré, sous tendu par un déni de libertés qui bloque toute(s) organisation(s) autonome(s) de la société.

Nous, Députés de l'opposition démocratique qui avons eu, en permanence, à dénoncer cette situation, dans l'enceinte de l'Assemblée nationale, interpellons, une nouvelle fois le pouvoir sur sa gestion irresponsable.

Résolus à demeurer aux cotés des démunis et laissés pour compte, nous mettons en garde contre toute manipulation ou tentation répressive condamnées d'avance par la raison et l'histoire.

Bien au contraire, il est impératif de mettre en place une politique économique génératrice d'emplois réels et de richesses durables. L'avènement de mécanismes transparents de régulation de l'économie et de répartition juste du revenu national sont des urgences pour la cohésion sociale de la nation. L'extirpation du fléau de la corruption est une exigence juridique, morale et politique pour toute crédibilité institutionnelle.

Cette démarche n'aura, cependant, aucune efficacité ni crédibilité si elle n'est pas accompagnée du rétablissement du processus démocratique dont la levée de l'état d'urgence doit être le premier signe de bonne volonté officielle. Le déverrouillage politique et institutionnel de la vie publique est une nécessité vitale pour un exercice effectif et pacifique des droits et libertés du citoyen.

Loin d'être un nuage d'été, l'explosion sociale en cours est une vague de fond qui appelle un renouveau institutionnel et économique à la mesure des ressources financières et du potentiel de compétences disponibles. C'est là le seul cheminement pour construire une gouvernance qui remette le destin du pays entre les mains du peuple algérien.

(<http://www.lepartidegauche.fr/editos/actualites-internationales/3367-emeutes-en-algerie>)